

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société SPAT  
Commune de Saint-Maximin**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L.171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L.541-1, L.541-2-1, L.541-10, L.541-10-1, R.171-1, R.543-137, R.543-143, R.5431-172 et R.543-240 ;

Vu le décret du 7 novembre 2017 portant nomination de M. Dominique Lepidi, secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Corinne Orzechowski, préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation, modifié en date du 28 mai 2013, délivré à la société SPAT pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Saint-Maximin ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite du site du 4 décembre 2020, transmis à l'exploitant par courrier du 13 mars 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 20 juillet 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 août 2020 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'installation doit assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement parmi lesquels se trouvent la sécurité et la salubrité publiques et la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.541-2-1 II dudit code suivant lesquelles :

*« Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux » ;*

Considérant l'article L.541-1 I du code de l'environnement qui dispose que :

*« La politique nationale de prévention et de gestion des déchets est un levier essentiel de la transition vers une économie circulaire. Ses objectifs, adoptés de manière à respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie au II, sont les suivants : (...) 3° Développer le réemploi et augmenter la quantité de déchets faisant l'objet de préparation à la réutilisation, notamment des équipements électriques et électroniques, des textiles et des éléments d'ameublement afin d'atteindre l'équivalent de 5 % du tonnage de déchets ménagers en 2030. Les cahiers des charges des filières à responsabilité élargie des producteurs définissent des objectifs en ce sens adaptés à chaque filière » ;*

Considérant l'article L.541-10 I du code de l'environnement qui dispose que :

*« En application du principe de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation à toute personne physique ou morale qui élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe des produits générateurs de déchets ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication, dite producteur au sens de la présente sous-section, de pourvoir ou de contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui en proviennent (...) et de développer le recyclage des déchets issus des produits. Les producteurs s'acquittent de leur obligation en mettant en place collectivement des éco-organismes agréés dont ils assurent la gouvernance et auxquels ils transfèrent leur obligation et versent en contrepartie une contribution financière. Il peut être dérogé à ce principe de gouvernance par décret lorsqu'aucun éco-organisme agréé n'a été mis en place par les producteurs.(...) » ;*

Considérant les dispositions de l'article L.541-10-1 du code de l'environnement suivant lesquelles les éléments d'ameublement ainsi que les produits rembourrés d'assise ou de couchage, les équipements électriques et électroniques et les pneumatiques relèvent du principe de responsabilité élargie du producteur, en application du premier alinéa du I de l'article L. 541-10 ;

Considérant les dispositions de l'article R.543-240 du code de l'environnement suivant lesquelles les produits rembourrés d'assise ou de couchage sont des éléments d'ameublement ;

Considérant qu'une filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) est organisée en France pour les déchets d'éléments d'ameublement (DEA), pour les déchets d'équipement électriques et électroniques (D3E), ainsi que pour les déchets de pneumatiques ;

Considérant que pour la filière DEA, deux éco-organismes, « ÉcoMobilier » et « Valdélia », sont agréés par les pouvoirs publics pour pourvoir à la prévention, à la collecte et au traitement de ces déchets ;

Considérant que lorsqu'un éco-organisme a été mis en place, les déchets relevant de filières REP sont traités par les éco-organismes agréés de la filière conformément aux dispositions de l'article L.541-10 du code de l'environnement ;

Considérant, par conséquent, que les déchets des éléments d'ameublement ne sont pas des déchets ultimes ;

Considérant l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, qui dispose notamment que :

*« Les déchets autorisés dans une installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes, quelle que soit leur origine, notamment provenant des ménages ou des entreprises ». ;*

Considérant que les déchets des éléments d'ameublement ne doivent, dès lors, pas être mélangés avec déchets ultimes qui ont vocation à être expédiés en installation de stockage de déchets ;

Considérant les dispositions de l'article R.543-172 du code de l'environnement suivant lesquelles :

*« I. - La présente sous-section [dispositions relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques] s'applique aux équipements électriques et électroniques, et aux déchets qui en sont issus, y compris tous les composants, sous-ensembles et produits consommables faisant partie intégrante du produit au moment de la mise au rebut. On entend par « équipements électriques et électroniques » les équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques, ainsi que les équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs, conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1 000 volts en courant alternatif et 1 500 volts en courant continu. » ;*

Considérant que pour la filière D3E, deux éco-organismes, « Ecologic » et « Ecosystem », sont agréés par les pouvoirs publics pour pourvoir à la prévention, à la collecte et au traitement de ces déchets ;

Considérant que lorsqu'un éco-organisme a été mis en place, les déchets relevant de filières REP sont traités par les éco-organismes agréés de la filière conformément aux dispositions de l'article L.541-10 du code de l'environnement ;

Considérant, par conséquent, que les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas des déchets ultimes ;

Considérant l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, qui dispose notamment que :

*« Les déchets autorisés dans une installation de stockage de déchets non dangereux sont les déchets non dangereux ultimes, quelle que soit leur origine, notamment provenant des ménages ou des entreprises » ;*

Considérant que les équipements électriques et électroniques ne doivent dès lors pas être mélangés avec les déchets ultimes qui ont vocation à être expédiés en installation de stockage de déchets ;

Considérant les dispositions de l'article R.543-137 du code de l'environnement suivant lesquelles :

*« Les opérations de gestion des déchets de pneumatiques sont fixées par les dispositions de la présente section [Section 8 : Déchets de pneumatiques], à l'exception de celles concernant les pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'article R. 311-1 du code de la route » ;*

Considérant les dispositions de l'article R.543-143 du code de l'environnement suivant lesquelles :

*« Les distributeurs et détenteurs doivent remettre les déchets de pneumatiques à des collecteurs agréés conformément à [l'article R. 543-145](#) » ;*

Considérant l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, qui dispose notamment que :

*« Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux : (...) les déchets de pneumatiques, à l'exclusion des déchets de pneumatiques équipant ou ayant équipé les cycles définis à l'article R. 311-1 du code de la route » ;*

Considérant que les déchets de pneumatiques ne doivent dès lors pas être mélangés avec les déchets ultimes qui ont vocation à être expédiés en installation de stockage de déchets ;

Considérant l'article 30 III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, qui dispose que :

*« En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité » ;*

Considérant que lors de la visite du 04 décembre 2019, les inspecteurs des installations classées ont constaté les faits suivants :

◦ Non-Conformité à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif au stockage de déchets non dangereux constatée sur les admissions suivantes :

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets d'éléments d'ameublement (R543-240 et suivants), par transporteur immatriculé DC132YV en provenance de SUEZ RV Ile de France à Limeil-Brevannes (Bon de Pesée N° SMX559828 - CAP n°2019-12-STM-662014-1 attribué pour des refus de tri 19 12 12 validité 04/12/2020),

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets d'éléments d'ameublement (R543-240 et suivants), et déchets d'équipements électriques et électroniques (R543-171-1 et suivants), par transporteur immatriculé FB541WV en provenance de SUEZ RV Ile-de-France

à Genevilliers (Bon de Pesée N° SMX559830 - CAP n°2019-02-STM-662014-8 attribué pour des refus de tri 19 12 12 validité 27/02/2020),

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets d'éléments d'ameublement (R543-240 et suivants) par transporteur immatriculé FC476DZ en provenance de Petitdidier à Pierrelaye (Bon de Pesée N° SMX559831 - CAP n°2019-03-STM-775743-9 attribué pour des refus de tri 19 12 12 validité 14/03/2020),

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets pneumatiques (R543-137 et suivants), par transporteur immatriculé FB518CB en provenance du Clos du Nid de l'Oise à Cires-les-Mello (Bon de Pesée N° SMX559873 - CAP n°32887 attribué pour des ordures ménagères 20 03 01 dont la validité est inconnue) ,

○ Non-Conformité à l'article 30-III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif au stockage de déchets non dangereux en raison de non refus de déchets non conformes avec le déchet annoncé dans la CAP et de non-conformité constatée sur les admissions suivantes :

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets d'éléments d'ameublement (R543-240 et suivants), par transporteur immatriculé DC132YV en provenance de SUEZ RV Ile de France à Limeil-Brevannes (Bon de Pesée N° SMX559828 - CAP n°2019-12-STM-662014-1 attribué pour des refus de tri 19 12 12 validité 04/12/2020),

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets d'éléments d'ameublement (R543-240 et suivants), et déchets d'équipements électriques et électroniques (R543-171-1 et suivants), par transporteur immatriculé FB541WV en provenance de SUEZ RV Île-de-France à Genevilliers (Bon de Pesée N° SMX559830 - CAP n°2019-02-STM-662014-8 attribué pour des refus de tri 19 12 12 validité 27/02/2020),

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets d'éléments d'ameublement (R543-240 et suivants) par transporteur immatriculé FC476DZ en provenance de Petitdidier à Pierrelaye (Bon de Pesée N° SMX559831 - CAP n°2019-03-STM-775743-9 attribué pour des refus de tri 19 12 12 validité 14/03/2020),

- Admissions de déchets relevant de l'article L541-10-1 du code de l'environnement de type déchets pneumatiques (R543-137 et suivants), par transporteur immatriculé FB518CB en provenance de Le clos du nid de l'Oise à Cires-les-Mello (Bon de Pesée N° SMX559873 - CAP n°32887 attribué pour des ordures ménagères 20 03 01 dont la validité est inconnue) ;

Considérant que les faits constatés constituent un manquement au respect des dispositions des articles 3 et 30 III de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant qu'en raison de ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SPAT de respecter les dispositions des articles 3 et 30 III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société SPAT exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur la commune de Saint-Maximin est mise en demeure de respecter les articles 3 et 30.III de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

A cette fin et dans ce délai, elle rédige et met en œuvre une procédure d'admission des déchets, afin d'effectuer un refus des déchets non ultimes émanant d'un même producteur, à l'issue d'un nombre de constatations de non-conformité qu'il revient à la société SPAT de fixer et de justifier.



## **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté n'est pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être arrêté à l'encontre de l'exploitant une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 II du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80000 Amiens, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 4 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Maximin pendant une durée minimale d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Saint-Maximin fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

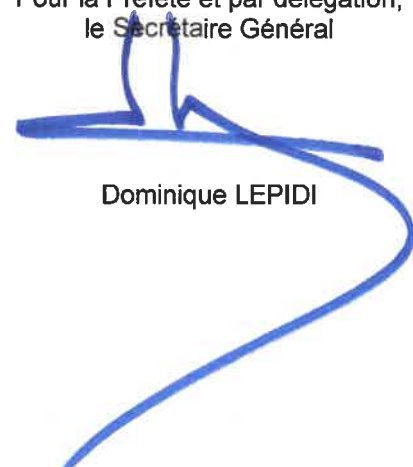
<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

## **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Saint-Maximin, le sous-préfet de Senlis, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **15 SEP. 2020**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général



Dominique LEPIDI

## **Destinataires :**

Société SPAT

Le Maire de la commune de Saint-Maximin

Le Sous-préfet de Senlis

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur des installations classées, sous-couvert du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France.